



Conseil économique et social

Distr. limitée
13 novembre 2000
Français
Original : anglais

Pour information

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Première session ordinaire de 2001

22-26 et 29 janvier 2001

Point 4 de l'ordre du jour provisoire*

Note de pays**

Belize

Résumé

Le Directeur général présente ci-après le programme de coopération avec le Belize, pour la période 2002 à 2006.

La situation des enfants et des femmes

1. La situation géographique du Belize facilite ses relations avec les pays anglophones des Caraïbes et d'Amérique centrale, mais le rend vulnérable aux ouragans et aux inondations. Sur les 243 390 habitants que compte le pays, 48,3 % ont moins de 18 ans. Le taux de croissance élevé (2,7 %) résulte en partie de l'immigration des pays voisins qui a modifié l'équilibre démographique au point que la population créole qui était majoritaire se classe désormais au deuxième rang derrière la population métisse. La population rurale augmente au même rythme que la population urbaine, ce qui constitue un renversement de tendance intéressant. Le produit intérieur brut (PIB) a doublé au cours des dernières années pour atteindre 6,2 % en 1999. Toutefois, d'après le bilan commun de pays, il sera difficile de maintenir ce niveau élevé de croissance car il repose sur des investissements productifs indirects dans des secteurs tels que la construction de routes et le bâtiment. En outre, les financements ont été obtenus grâce à des prêts et à la vente de biens nationaux, et les prêts contribuent à alourdir la dette extérieure qui en 1999 représentait 35,5 % du PIB. Le

* E/ICEF/2001/2.

** Un additif à la présente note, qui contiendra la recommandation finale concernant le programme, sera soumis au Conseil d'administration pour approbation à sa deuxième session ordinaire de 2001.

revenu par habitant, soit 2 800 dollars en 1999, est réparti de manière inégale avec d'énormes disparités entre les régions urbaines et rurales. Alors que le taux de pauvreté est de 33 % pour la population en général, il passe à 53 % pour la population maya. L'économie, fondée sur le tourisme et les exportations agricoles, reste très vulnérable aux fluctuations des marchés mondiaux.

2. Le Belize a ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et a été l'un des premiers pays à ratifier la Convention relative aux droits de l'enfant. La loi sur la famille et les enfants a été promulguée en 1998, témoignant de l'intérêt du Gouvernement pour les droits de l'enfant et l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant. Néanmoins, au Belize tous les droits des enfants sont loin d'être véritablement respectés. Dans sa réponse au rapport national de 1998, le Comité des droits de l'enfant relève des lacunes notamment en matière de protection et de justice.

3. Le Belize enregistre des résultats contrastés en ce qui concerne la réalisation des buts du Sommet mondial pour les enfants. Le taux de mortalité infantile (TMI) a diminué de moitié, passant de 42 pour 1 000 naissances vivantes en 1988 à 21,5 en 1998 et le taux de mortalité des moins de 5 ans (TMM5) a chuté de 53 pour 1 000 naissances vivantes en 1988 à 24,5. Cependant, dans les districts du sud du pays à forte densité de population maya, le TMI atteint jusqu'à 47 pour 1 000 naissances vivantes. Le Belize n'a pas atteint l'objectif de 90 % de vaccination mais a obtenu un taux de couverture satisfaisant avec 85 %. La nutrition de l'enfant ne s'est pas améliorée et 15,4 % de tous les enfants de 6 à 9 ans souffrent d'un retard de croissance (39 % dans la population maya).

4. La mortalité maternelle qui était de 190 pour 100 000 naissances vivantes en 1990 a baissé à 134. Aucun des hôpitaux du pays n'a reçu l'homologation « ami des bébés ». Les carences en fer constituent un problème grave et 51 % des femmes enceintes des régions du sud sont anémiées. La maternité sans risque est une question particulièrement préoccupante pour les adolescentes qui représentent 20 % de l'ensemble des grossesses. Le Belize se situe parmi les pays d'Amérique centrale ayant le taux le plus élevé d'infection au VIH.

5. Le taux net de scolarisation dans le primaire est de 85 %, sans disparités entre les garçons et les filles tant au niveau des inscriptions que de l'achèvement des études. Le taux relativement faible d'inscriptions dans le primaire est en partie imputable au manque de crèches : seuls 23 % des enfants de 3 à 5 ans peuvent bénéficier d'une éducation préscolaire. De 1995 à 1998, l'absentéisme dans le primaire dépassait les 20 % et atteignait 44 % dans le secondaire. Quarante pour cent seulement des enfants sont inscrits dans le secondaire et les taux d'abandons restent élevés, surtout pour les garçons. Le taux d'analphabétisme est passé de 23 % à environ 29 %, notamment en raison de l'importante immigration d'hispanophones en provenance d'Amérique centrale. La difficulté à fournir des services aux immigrants des régions rurales s'ajoute également aux obstacles auxquels doit faire face l'enseignement primaire. Compte tenu du taux d'abandon et de l'analphabétisme, un certain nombre de jeunes se retrouvent sans formation et mal préparés pour s'intégrer au monde du travail. Alors que le taux de chômage chez les adultes a augmenté légèrement passant de 7,9 % à 9 % de 1993 à 1999, chez les jeunes il est passé de 13,8 % à 20,3 %. Si l'on considère toutes les classes d'âge, le taux de chômage chez les femmes est le double de celui des hommes.

6. Le taux élevé de criminalité, notamment chez les adolescents, est extrêmement préoccupant. Le Belize a presque toujours recours à l'incarcération et se classe actuellement en sixième position en termes de population pénitentiaire à l'échelon mondial et deuxième dans les Caraïbes. Les enfants peuvent être emprisonnés dès l'âge de 10 ans et beaucoup sont régulièrement condamnés à une peine de prison par manque d'autres solutions. Les cas signalés de violence domestique et de mauvais traitements infligés à des enfants ont triplé au cours des deux dernières années, en partie du fait de l'intensification de l'urbanisation et de la désintégration des structures familiales traditionnelles, mais aussi en raison d'une plus grande prise de conscience du problème et de la promotion des mécanismes de dénonciation de ces cas. Les efforts concertés déployés par le Gouvernement pour lutter contre cette violence ont eu pour résultat d'accroître le nombre d'enfants placés dans des familles.

7. Malgré les progrès réalisés en matière de survie de l'enfant, des efforts sont encore à faire dans un certain nombre de domaines afin de garantir la pleine application de la Convention relative aux droits de l'enfant. Les priorités comprennent notamment les soins à donner au jeune enfant et l'assurance d'une couverture complète en matière de services de base à l'intention des populations exclues. Il est indispensable de s'attaquer aux facteurs sous-jacents responsables des taux élevés de criminalité, à la violence domestique dont l'ampleur a pris des proportions alarmantes et de revoir le système de justice pour mineur qui est inadapté. La qualité de l'éducation de base et de l'enseignement secondaire doit aussi être améliorée, notamment parce qu'elle entraîne des taux élevés d'abandon et contribue au manque de qualification de la main-d'oeuvre. En dernier lieu, le VIH/sida, en augmentation rapide quelle que soit la catégorie d'âge, exige des mesures vigoureuses, notamment chez les jeunes.

Enseignements tirés des programmes précédents

8. La révision des lois nationales a permis de mettre en lumière un certain nombre de lacunes et de problèmes et a contribué à l'adoption du Family and Children's Act (loi sur la famille et l'enfance). Cependant, plusieurs lois ne sont toujours pas conformes à la Convention relative aux droits de l'enfant et aux autres conventions internationales. Le processus d'examen, qui est devenu un modèle pour les autres États des Caraïbes, devrait être étendu. L'un des principaux enseignements tirés des précédents programmes est que le renforcement des capacités joue un rôle clef en matière de réforme juridique, lequel suppose notamment la création de postes au sein des ministères concernés et des autres organisations qui s'occupent des enfants.

9. L'UNICEF, grâce à ses activités de promotion et de sensibilisation auprès du Gouvernement, a pu obtenir que les ressources des ministères chargés du secteur social soient augmentées. Malgré ces résultats, le Belize doit affiner les procédures d'analyse de son budget social pour déterminer plus précisément le pourcentage de fonds qui sont affectés aux enfants et aux plus démunis, et pour contrôler leur efficacité par rapport aux coûts. L'analyse budgétaire doit être complétée par la collecte de données fiables, ce qui est essentiel pour donner une impulsion aux nouvelles initiatives là où elle s'avère nécessaire.

10. Le programme de pays a joué un rôle décisif en ce qui concerne la coordination intersectorielle en lançant et/ou coparrainant des initiatives dans ce domaine. On a pu ainsi élaborer des programmes qui ont montré que la coopération horizon-

taille était un modèle qui pouvait fonctionner dans la pratique. Le succès du projet de renforcement des capacités d'intervention des collectivités et de responsabilisation des parents est un excellent exemple de collaboration entre le Gouvernement et les organisations non gouvernementales (ONG). Ce projet illustre bien une situation qui a tendance à se reproduire de plus en plus et dans laquelle un gouvernement fait appel à une ONG pour fournir un service sous contrôle de l'État. Avec l'augmentation de la planification/mise en oeuvre décentralisée et des partenariats entre le secteur public et les ONG, la présence insuffisante du Gouvernement dans certaines régions du pays et la faiblesse administrative des ONG sont des problèmes qui doivent être examinés. Le nouveau programme de pays doit soutenir le renforcement institutionnel des partenaires aux niveaux national et des districts, tout en adoptant le modèle de coopération secteur public-ONG.

11. La relative pénurie d'activités axées particulièrement sur les adolescents ainsi que leur participation à la planification et à la mise en oeuvre des programmes constituent des problèmes connexes. Alors que l'on s'emploie à élaborer de nouvelles approches pour résoudre des problèmes sociaux tels que la violence chez les jeunes et que le modèle de partenariat du Belize est étendu, des efforts doivent être faits pour inclure les adolescents. Le Belize est bien placé pour ce faire, compte tenu de l'ouverture du Gouvernement et de la société aux nouvelles approches.

Stratégie proposée pour le programme

12. Le programme de coopération pour 2002-2006 a été élaboré compte tenu des priorités globales de l'UNICEF et des priorités nationales du Gouvernement, telles que son plan stratégique d'élimination de la pauvreté (2000-2004). Non seulement il tient compte des avis des partenaires de la société civile mais il découle également des principes des deux Conventions. L'aval du Gouvernement a été obtenu et les partenaires étatiques et de la société civile ont manifesté leur intention d'en faire l'élément central de la mise en oeuvre par le Belize du nouveau programme mondial pour les enfants.

13. Le principe général qui sert d'orientation au programme de pays est de construire un pays où chaque enfant, quelle que soit son origine culturelle, pourra prétendre aux plus hautes normes de qualité possibles en matière de santé et de nutrition, et pourra atteindre un plein développement émotionnel, social et intellectuel dans un environnement sûr et soucieux de son bien-être. Le rôle stratégique de l'UNICEF consiste à aider le Gouvernement et la société à élargir leur objectif de pleine réalisation des droits et à soutenir les efforts déployés dans le cadre du programme afin d'identifier des solutions réalistes et durables pour le peuple du Belize à cet égard.

14. Le programme de pays proposé comporte deux objectifs particuliers : appuyer la fourniture d'un environnement sûr et propice aux enfants à deux étapes clefs du cycle de vie (les toutes premières années de la vie et l'adolescence); et encourager la participation des adolescents dans le milieu familial, à l'école et dans les communautés. Les principales stratégies opérationnelles excluent le soutien direct à la fourniture de services, sauf pour les programmes pilotes qui visent des zones géographiques particulières afin d'atteindre les populations exclues. Les principales stratégies porteront sur les activités de promotion des nouvelles politiques publiques; la mobilisation sociale des groupes et des organisations de la société civile; l'assistance

technique à l'élaboration de stratégies dans de nouveaux domaines tels que la participation des adolescents; le renforcement institutionnel pour soutenir la décentralisation et la coopération programmatique avec les organismes publics et de la société civile ainsi que le suivi et l'évaluation.

15. Étant donné que l'éducation primaire bénéficie d'un soutien important de la part d'autres partenaires du développement, ce groupe d'âge ne fait pas l'objet d'une attention particulière, mais les deux principaux programmes étendront leurs activités à ce domaine si nécessaire. Une série de thèmes interdisciplinaires, les questions touchant particulièrement les femmes, le VIH/Sida et la réduction des disparités feront l'objet d'une attention à tous les niveaux d'intervention. Le renforcement d'une culture de participation pour garantir la maîtrise et la viabilité des interventions est un élément important du nouveau programme de pays.

16. Le programme visant à encourager le développement intégré de l'enfant insistera notamment sur la tranche d'âge de 0 à 6 ans, en accordant une place importante à la législation et à l'élaboration de politiques et de programmes pour les garderies d'enfants. Compte tenu du rôle important joué par les familles et les communautés, le programme comprendra des projets d'éducation parentale, la promotion du rôle des hommes dans les soins à apporter aux enfants et la mise en oeuvre de mesures à l'échelon communautaire et national pour lutter contre la violence domestique. Le programme sera également axé sur l'aide à apporter aux enfants afin de leur faciliter le passage du foyer ou de l'école maternelle à l'enseignement primaire plus structuré. Il fera également intervenir un appui au renforcement institutionnel et à la collecte et à l'analyse de données statistiques sociales.

17. L'un des objectifs les plus importants du programme visant à instaurer des environnements propices au développement des adolescents consiste à encourager le développement des capacités de chacun au sein d'environnements sûrs et solidaires. Le programme prévoit un soutien aux initiatives qui stimulent la participation des adolescents, aux écoles soucieuses de l'épanouissement de l'enfant sous tous ses aspects, aux projets de rattrapage scolaire et à la santé en matière de reproduction, notamment en ce qui concerne la prévention des grossesses chez les adolescentes et la lutte contre le VIH/sida. Le système de justice pour mineurs sera réorienté afin d'éviter les incarcérations de mineurs avec des adultes et de favoriser la recherche d'autres solutions de prise en charge. La formation et les services axés sur la prévention de la violence, de la maltraitance et de l'exploitation recevront un appui ainsi que les méthodes permettant de surmonter les difficultés liées à la violence lorsque celle-ci se produit.

18. Pour ce qui est des coûts intersectoriels, l'UNICEF soutiendra les efforts interdisciplinaires qui contribuent aux deux programmes. Sur la base d'une collaboration accrue par le biais du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et d'initiatives thématiques, le bureau de pays renforcera les partenariats existants, notamment en ce qui concerne le VIH/sida et l'adolescence.

Budget indicatif du programme

Montant estimatif des ressources à consacrer au programme de coopération, 2002-2006^a

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>	Total
Encourager le développement intégré de l'enfant	1 135	500	1 635
Instaurer des environnements propices au développement de l'enfant	1 250	750	2 000
Coûts intersectoriels	625	—	625
Total	3 010	1 250	4 260

^a Ces chiffres sont indicatifs; ils pourront être modifiés une fois connues les données financières définitives.